



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINTE  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

----

**DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR**

----

***Service du financement de l'économie***

***Bureau de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Investissement à Impact***

**139, rue de Bercy - PARIS (12<sup>e</sup>)**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**ACCOMPAGNEMENT SUR-MESURE DES POLES TERRITORIAUX DE COOPERATION ECONOMIQUE  
(PTCE)**

**Consultation DGT-BESSII-2025-01**

La procédure de consultation est passée conformément à l'article L. 2123-1 et aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

# Table des matières

|   |           |
|---|-----------|
| <b>TITRE I - CLAUSES TECHNIQUES</b>   | <b>3</b>  |
| Article 1. Objet du marché  | 3         |
| Article 2. Contexte   | 3         |
| Article 3. Contenu des prestations, livrables et délais                                   | 5         |
| 3.1 Lot 1   | 5         |
| 3.2 Lot 2   | 7         |
| 3.3 Lot 3   | 9         |
| Article 4. Clause environnementale  | 12        |
| Article 5. Suivi et contrôle de l'exécution du marché                                     | 13        |
| <b>TITRE II - CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>   | <b>15</b> |
| Article 6. Représentant du pouvoir adjudicateur   | 15        |
| Article 7. Forme du marché  | 15        |
| Article 8. Durée  | 15        |
| Article 9. Prix   | 15        |
| Article 10. Lieu d'exécution du marché  | 15        |
| Article 11. Pièces constitutives du marché  | 16        |
| Article 12. Modalités de facturation et paiement  | 16        |
| 12.1 Avances  | 16        |
| 12.2 Facturation  | 16        |
| Article 13. Délai global de paiement  | 17        |
| Article 14. Pénalités de retard   | 17        |
| Article 15. Résiliation   | 17        |
| Article 16. Obligations du titulaire  | 17        |
| 16.1 Devoir de discrétion et de confidentialité   | 18        |
| 16.2 Conflit d'intérêts   | 18        |
| 16.3 Remplacement   | 18        |
| 16.4 Assurances   | 19        |
| 16.5 Protection des données personnelles  | 19        |
| Article 17. Sous-traitance  | 20        |
| Article 18. Propriété intellectuelle des résultats  | 20        |
| Article 19. Clause spécifique concernant le personnel du titulaire et de l'administration | 21        |
| 19.1. Statut  | 21        |
| 19.2. Remplacement  | 21        |
| Article 20. Règlement des litiges   | 21        |

## **TITRE I - CLAUSES TECHNIQUES**

### **Article 1. Objet du marché**

Le présent contrat a pour objet la mise en œuvre de prestations d'accompagnement sur-mesure des Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) dans le cadre de l'offre de services pour 2025.

Code CPV : 73220000 – Service de conseil en développement

Ce marché est alloti comme suit :

- Lot 1 : Suivi technique et hybride des PTCE à la structuration de projets de recherche et développement favorisant l'innovation sociale et la coopération territoriale en mobilisant une expertise dans le champ de l'innovation sociale
- Lot 2 : Suivi technique et hybride des Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) à la mobilisation de financements publics et privés intégrant les dynamiques d'innovation sociale et de coopération territoriale
- Lot 3 : Suivi technique et soutien sur-mesure à l'ancrage et au développement économique des PTCE afin de consolider un modèle économique robuste, stable et pérenne

### **Article 2. Contexte**

Au sein de la Direction générale du Trésor, le bureau de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Investissement à Impact (BESSII) est principalement chargé des missions suivantes :

La promotion des investissements à impact social (IIS) et de la finance solidaire, ainsi que du suivi des problématiques transversales liées au financement de l'économie sociale et solidaire (ESS).

L'animation de l'écosystème de l'ESS via la définition et la mise en œuvre des politiques publiques de soutien au développement des entreprises de l'ESS.

Au niveau européen et international de l'ESS et de l'IIS, il tisse des liens avec des Etats concernés par l'ESS (Espagne, Québec...) et représente la France au sein des instances internationales (Union européenne, OCDE, OIT, ONU, etc.).

Dans le cadre de sa mission de développement des entreprises de l'ESS, le bureau de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Investissement à Impact (BESSII) met en place depuis 2021 une politique publique de soutien aux PTCE structurée en deux phases :

- un **AMI (appel à manifestation d'intérêt) Accompagnement**, qui permet d'accompagner l'émergence et la consolidation des PTCE via un bouquet de services<sup>[2]</sup>, composé de temps individuels et collectifs de formation. Les structures lauréates de cet AMI, au nombre de 209 actuellement, font parties de la « communauté des PTCE » et sont accompagnées dans la consolidation de leur projet et dans leur montée en compétences ;

---

<sup>[2]</sup> Aide juridique, structuration via des communautés apprenantes, transferts de savoir-faire, visites apprenantes sur le terrain, ainsi qu'une animation nationale et régionale via les cellules d'animation.

- un « **AMI Financement** » visant à soutenir financièrement chaque année, parmi les lauréats de l'AMI permanent, les structures dont le degré de maturité leur permet de bénéficier d'un soutien financier spécifique de l'Etat pour le développement des coopérations territoriales. Depuis sa relance en 2021, l'Etat a soutenu au total 61 PTCE.

**Les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) ont été définis par la loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS) du 31 juillet 2014.** Structurés autour différentes entités juridiques de l'ESS, ils développent des coopérations territoriales avec une diversité d'acteurs (entreprises "traditionnelles", collectivités territoriales, chercheurs, organismes de formation, associations...). Ils sont considérés par la Commission européenne comme des « *clusters d'innovation sociale*<sup>[1]</sup> ».

Les PTCE sont présents dans l'ensemble des régions françaises et répartis comme suite à date du 05.05.2025 :

| Régions                      | Nombre de PTCE |
|------------------------------|----------------|
| 01 - Auvergne - Rhône Alpes  | 15             |
| 02 - Bourgogne-Franche-Comté | 8              |
| 03 - Bretagne                | 16             |
| 04 - Centre - Val de Loire   | 13             |
| 05 - Corse                   | 1              |
| 06 - Grand Est               | 17             |
| 07 - Guadeloupe              | 8              |
| 08 - Guyane                  | 1              |
| 09 - Hauts-de-France         | 17             |
| 10 - Ile-de-France           | 20             |
| 11 - Martinique              | 3              |
| 12 - Mayotte                 | 2              |
| 13 - Normandie               | 8              |
| 14 - Nouvelle Aquitaine      | 17             |
| 15 - Occitanie               | 20             |
| 16 - PACA                    | 19             |
| 17 - Pays de la Loire        | 15             |
| 18 - Réunion                 | 9              |
| <b>Total général</b>         | <b>209</b>     |

---

<sup>[1]</sup> *Clusters of social and ecological innovation in the European Union, perspectives and experiences – The role of clusters and similar forms of business cooperation in fostering the development of social economy, Publications Office of the European Union, 2021.*

### **Article 3. Contenu des prestations, livrables et délais**

Les bénéficiaires de cette prestation seront sélectionnés au sein des PTCE lauréats de l'AMI permanent (209 lauréats). Les PTCE accompagnés sont compris entre 15 et 20 PTCE, selon l'offre du titulaire, pour chaque lot pour la mise en œuvre des différentes prestations précisées ci-dessous, sur la durée totale du marché. Un même PTCE peut bénéficier de plusieurs accompagnements au titre de différents lots.

Chaque lot est présenté successivement.

#### **3.1 Lot 1**

- **Prestations du lot 1: Suivi technique des PTCE à la structuration de projets de recherche et développement favorisant l'innovation sociale et la coopération territoriale en mobilisant une expertise dans le champ de l'innovation sociale**

La prestation demandée consiste à proposer et mettre en œuvre, de manière hybride, une alternance entre temps d'échanges collectifs et de formation (ateliers, séminaires, groupes de travail thématiques), incluant des suivis personnalisés pour chaque PTCE, afin de structurer leurs projets de recherche et développement (R&D) au sein de leurs pôles.

Cet accompagnement vise à favoriser à la fois l'analyse de pratiques vertueuses, l'inspiration croisée et la coopération inter-PTCE. Il a pour finalité de structurer des projets de recherche et développement (R&D) ancrés dans une logique d'innovation sociale, en réponse aux enjeux spécifiques de chaque Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE).

Ce suivi technique et personnalisé doit reposer sur une expertise en matière de R&D, favorisant le développement de solutions innovantes répondant aux enjeux du PTCE et de son territoire, par un prestataire ayant une expertise de l'ESS et de la dynamique des PTCE.

Le titulaire réalise un sourcing selon la méthodologie présentée dans son offre. Par ce sourcing, il identifie un ensemble de 15 à 20 PTCE, engagés dans des dynamiques de coopération territoriale et démontrant une volonté d'intégrer une démarche de R&D en leur sein, qui bénéficieront de l'offre d'appui technique du titulaire.

Le titulaire doit mettre en œuvre un suivi technique des PTCE pour définir et structurer un programme de R&D sociale, en cohérence avec son écosystème et ses enjeux. Ce suivi devra se décliner en plusieurs étapes :

- Comprendre les enjeux et objectifs d'une démarche de R&D sociale et territoriale : diffusion d'une culture commune et appropriation des enjeux spécifiques de la R&D sociale, et notamment par la présentation de cas pratiques de PTCE ayant intégré ces enjeux.
- Définir une stratégie d'innovation au sein des PTCE : accompagner chaque PTCE à formuler une stratégie d'innovation fondée sur leurs enjeux, définition des rôles et de l'implication des membres du PTCE et formalisation des objectifs d'innovation.

- Structurer l'opérationnalité de la démarche R&D : réalisation d'un état de l'art scientifique en lien avec la problématique de R&D préalablement identifiée, accompagner le PTCE à
- Accompagner la structuration du modèle économique du projet d'innovation : mobilisation des bons outils pour accompagner la mise en œuvre effective et opérationnelle du projet d'innovation (CIFRE, dispositifs de financement divers...)

Il est également attendu que le prestataire propose et réalise des **actions de valorisation** des PTCE impliqués et des travaux menés dans le cadre de la prestation. Cette valorisation devra permettre de : documenter les évolutions observées des PTCE accompagnés (stratégie, gouvernance, structuration, partenariats, modèle économique...) ; mettre en lumière les temps forts organisés (rencontres, ateliers, séminaires) et les enseignements tirés des échanges entre pairs ; produire un document de synthèse et de valorisation, accessible et transférable, destiné à nourrir les réflexions d'autres territoires et acteurs de la coopération économique territoriale. Ces actions de communication et de capitalisation devront être conçues en articulation étroite avec l'animation nationale du Dispositif de soutien aux PTCE, afin d'assurer une cohérence avec les autres démarches en cours.

#### ➤ Livrables

L'Administration, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental.

A ce titre, toute correspondance entre le titulaire et l'administration se fait sous forme dématérialisée sous format PDF. Les livrables sont également rendus en format dématérialisé. La langue de restitution est le français. Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les prestations et livrables associés sont présentés ci-dessous.

| Prestation  | Livable(s)  | Echéance  |
|---|---|---|
| 3 séances collectives (une initiale, une intermédiaire et une finale) et des séances individuelles complémentaires (dont le nombre est défini dans l'offre du titulaire) favorisant la participation des PTCE de toutes les régions | <b>Document de présence/d'émargement</b> des représentants de PTCE pour <u>chaque séance individuelle et collective</u><br><br><b>Compte-rendu de <u>chaque séance collective</u></b> , comprenant également des recommandations. | Pour les documents d'émargement et comptes-rendus : <b>après chaque session concernée, dans un délai d'un mois.</b> |
|   | <b>Rapport de synthèse final</b> : présentant les étapes de calendrier, les différents  | Pour le rapport de synthèse final : <b>un mois avant la fin du marché.</b>  |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  | outils mobilisés lors des sessions, le tableau de suivi des PTCE accompagnés, les objectifs et impacts obtenus. Ce dernier devra également comporter des recommandations plus larges, applicables à d'autres PTCE extérieurs à la cohorte. |  |
| Mesure du taux de satisfaction des PTCE suivis | <b>Enquête de satisfaction des PTCE accompagnés</b>  | Tous les 6 mois, à compter de la date de début du marché |
| Valorisation des travaux et PTCE accompagnés   | <b>Documents divers de valorisation</b> (rapport, fiches de capitalisation de projets, de retour d'expérience, témoignages...)   | Tous les 3 mois, à compter de la date de début du marché |

### 3.2 Lot 2

➤ **Prestations du lot 2 : Suivi technique des Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) à la mobilisation de financements publics et privés intégrant les dynamiques d'innovation sociale et de coopération territoriale**

La prestation de formation vise à former et à suivre individuellement des PTCE rassemblée dans une cohorte dans la mobilisation de financements publics et privés, nationaux et européens. Elle doit s'adapter aux spécificités structurelles, juridiques et économiques des PTCE, en tenant compte : du niveau de maturité, des diversités des modèles économiques en fonction des structurations choisies (fondations territoriales, SCIC, fonds de dotation...), de l'ancrage territoriale des PTCE. Elle suppose une bonne connaissance des spécificités des structures de l'ESS afin de leur permettre de mobiliser les outils les plus pertinents au regard de leur de leur modèle économique hétérogène et des besoins du territoire sur lequel le PTCE est implanté.

L'objectif global est de renforcer leur autonomie financière et leur capacité à mobiliser des ressources tout en consolidant leur rôle de catalyseur de dynamiques locales d'innovation sociale, au service du développement des territoires.

La prestation doit être adaptée au stade de développement des PTCE et vise à :

- Former les PTCE à l'ensemble des étapes de la levée de fonds, en intégrant une diversité de sources de financement alignées sur leurs valeurs d'intérêt général : financements publics (appels à projets nationaux et européens), financement participatif, investisseurs à impact, quasi-fonds propres (titres participatifs, prêts solidaires...), ou encore partenariats bancaires engagés ;

- Savoir mobiliser les entreprises et acteurs économiques du territoire dans une logique d’ancrage territorial, en cohérence avec les valeurs, missions et besoins des PTCE ;
- S’outiller pour structurer une stratégie de mobilisation de fonds privés, notamment via la création ou la mobilisation de fonds de dotation ou fondations territoriales, le mécénat de compétences ou financier, les relations partenariales avec des entreprises engagées dans les dynamiques de RSE/ RTE ;
- Proposer un suivi technique différencié selon le niveau de maturité des PTCE, pour coconstruire des plans d’actions favorisant l’accès à des financements adaptés. Cela inclura :
  - L’identification des besoins de financement en lien avec les projets de coopération territoriale et d’innovation sociale ;
  - La définition d’un plan d’actions (choix des outils, calendrier, plan d’action) ;
  - L’accompagnement à la mobilisation des acteurs du territoire et des partenaires potentiels dans le champ de l’économie conventionnelle et de l’ESS ;
  - Un appui au positionnement sur les appels à projets en cohérence avec les finalités sociales et territoriales du PTCE.

Le titulaire réalise un sourcing selon la méthodologie présentée dans son offre. Par ce sourcing, il identifie un ensemble de 15 à 20 PTCE, engagés dans des dynamiques de coopération territoriale et démontrant une volonté d’intégrer mobilisation de financements publics et privés.

Il est également attendu que le prestataire propose et réalise des **actions de valorisation** des PTCE impliqués et des travaux menés dans le cadre de la prestation. Cette valorisation devra permettre de : documenter les évolutions observées dans les PTCE accompagnés (stratégie, gouvernance, structuration, partenariats, modèle économique...) ; mettre en lumière les temps forts organisés (rencontres, ateliers, séminaires) et les enseignements tirés des échanges entre pairs ; produire un document de synthèse et de valorisation, accessible et transférable, destiné à nourrir les réflexions d’autres territoires et acteurs de la coopération économique territoriale. Ces actions de communication et de capitalisation devront être conçues en articulation étroite avec l’animation nationale du Dispositif de soutien aux PTCE, afin d’assurer une cohérence avec les autres démarches en cours.

#### ➤ **Livrables**

L’Administration, dans une volonté de protection de l’environnement, fait application de l’article L. 2112-2 du Code de la commande publique en prévoyant des conditions d’exécution comportant des éléments à caractère environnemental.

A ce titre, toute correspondance entre le titulaire et l’administration se fait sous forme dématérialisée sous format PDF. Les livrables sont également rendus en format dématérialisé. La langue de restitution est le français. Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l’emploi de la langue française, tous les documents produits sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère doit être accompagnés d’une traduction en français certifiée conforme à l’original par un traducteur assermenté.

Les prestations et livrables associés sont présentés ci-dessous.



| Prestation   | Livrable(s)  | Echéance  |
|--|--|---|
| Sessions individualisées au nombre d'une par PTCE identifié dans l'offre du titulaire. Le nombre de livrables indiqués dans l'annexe financière pour les comptes rendus des séances et livrable présentant le projet de levée de fonds sont donc à ajuster en fonction (variant entre 15 et 20 selon le choix du prestataire). | Document de présence/d'émargement des représentants de PTCE pour <u>chaque séance individuelle</u>   | Pour le document de présence, compte-rendu et le livrable présentant le projet de levée de fonds : après chaque session dans un délai d'un mois et demi |
|  | Compte-rendu de chaque séance individuelle<br><br>Livrable présentant le projet de levée de fonds réalisé ou en cours de réalisation par le PTCE suivi (calendrier, stratégie...) ;  |   |
|  | Rapport de synthèse final récapitulatif : présentant les étapes de calendrier, les différents outils mobilisés lors des sessions individuelles, le tableau de suivi des PTCE accompagnés, les objectifs et impacts obtenus. Ce dernier devra également comporter des recommandations plus larges, applicables à d'autres PTCE extérieurs à la cohorte. | Pour le rapport de synthèse final : un mois avant la fin du marché.   |
| Mesure du taux de satisfaction des PTCE suivis   | Enquête de satisfaction des PTCE suivis  | Tous les 6 mois, à compter de la date de début du marché  |
| Valorisation des travaux et PTCE accompagnés   | Documents divers de valorisation (rapport, fiches de capitalisation de projets, de retour d'expérience, témoignage...)   | Tous les 3 mois, à compter de la date de début du marché  |

### 3.3 Lot 3

➤ **Prestations du lot 3 – Suivi technique et soutien sur-mesure à l’ancrage et au développement économique des PTCE afin de consolider un modèle économique robuste, stable et pérenne**

Les PTCE, à la différence des structures de l’économie conventionnelle, présentent des caractéristiques spécifiques dans la structuration et consolidation de leur modèle économique en raison de leur structuration « hybride », relevant d’une dépendance, parfois importante, aux subventions publiques, et leur fonction d’animation territoriale, complexe à financer.

Il peut donc s’agir de structures qui connaissent des fragilités à consolider un modèle économique robuste, stable et pérenne.

Cette prestation vise donc à davantage soutenir l’ancrage économique des PTCE, à tous les stades de leur développement, par la structuration de leur modèle économique, à travers : des temps de formation individuels et collectifs permettant d’enrichir, d’interroger, de consolider ou de réorienter leur stratégie économique, en cohérence avec leurs valeurs et leur dimension territoriale.

L’appui, à la fois technique et pédagogique, individuel doit reposer sur une méthodologie rigoureuse et contextualisée, articulée autour des volets suivants :

- Un diagnostic approfondi de chaque PTCE impliqué dans la cohorte. La prestation proposée s’ouvre par un diagnostic approfondi de chaque PTCE permettant d’identifier : les leviers d’activité existants et sous-exploités, les zones de fragilité économiques, les besoins en structuration ou en montée en puissance (animation territoriale, besoin de fonctionnement, de compétences...). Ce diagnostic permet de définir objectifs propres à chaque PTCE, à court et moyen termes pour tendre vers une viabilité économique.
- Un des axes majeurs de la prestation consiste à valoriser les pratiques économiques inspirantes et innovantes de certains PTCE, afin de nourrir la réflexion des autres pôles. Il s’agit notamment de : mettre en lumière les modèles hybrides associant revenus d’activités, contributions volontaires, subventions, partenariats privés, cotisations ou fonds de dotation... et documenter les mécanismes économiques originaux développés par certains PTCE : commissions perçues sur les affaires apportées par les membres, services mutualisés, prestations vendues à des partenaires publics ou privés... Cela doit permettre de faciliter l’inspiration et l’essaimage de ces pratiques par des temps collectifs de partage, d’étude de cas et d’analyse croisée.
- Renforcer l’activité économique du PTCE comme levier de consolidation : la prestation insistera sur la capacité des PTCE à générer eux-mêmes de l’activité économique, comme condition de leur autonomie progressive et de leur stabilisation : identification des services existants ou potentiels pouvant être valorisés auprès de partenaires ou membres (ingénierie de projet, animation territoriale, mise en réseau, expertise thématique, services mutualisés...), exploration de nouvelles activités génératrices de revenus, réflexion sur les modèles de tarification ou de cotisation, de contractualisation, ou de cofinancement avec les membres.... Cette approche permet de ne pas se limiter à la seule logique de levée de fonds, mais bien d’outiller les PTCE

pour qu'ils deviennent moteurs de leur propre développement économique, au service de la recherche d'une indépendance financière.

- Élaboration d'une feuille de route
  - Définition d'une feuille de route spécifique au PTCE incluant objectifs, échéances, indicateurs ;
  - Planification des actions à conduire et des moyens à mobiliser pour assurer la soutenabilité économique de la structure.

Le titulaire réalise un sourcing selon la méthodologie présentée dans son offre. Par ce sourcing, il identifie un ensemble de 15 à 20 PTCE, engagés dans des dynamiques de coopération territoriale et démontrant une volonté d'intégrer un modèle de développement économique robuste, stable et pérenne.

Il est également attendu que le prestataire propose et réalise des actions de valorisation des PTCE impliqués et des travaux menés dans le cadre de la prestation. Cette valorisation devra permettre de : documenter les évolutions observées des PTCE accompagnés (stratégie, gouvernance, structuration, partenariats, modèle économique...) ; mettre en lumière les temps forts organisés (rencontres, ateliers, séminaires) et les enseignements tirés des échanges entre pairs ; produire un document de synthèse et de valorisation, accessible et transférable, destiné à nourrir les réflexions d'autres territoires et acteurs de la coopération économique territoriale. Ces actions de communication et de capitalisation devront être conçues en articulation étroite avec l'animation nationale du Dispositif de soutien aux PTCE, afin d'assurer une cohérence avec les autres démarches en cours.

#### ➤ Livrables

L'Administration, dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental.

A ce titre, toute correspondance entre le titulaire et l'administration se fait sous forme dématérialisée sous format PDF. Les livrables sont également rendus en format dématérialisé. La langue de restitution est le français. Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, tous les documents produits sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les livrables associés à ces prestations sont présentés ci-dessous.

| Prestation | Livrable(s) | Echéance |
|------------|-------------|----------|
|------------|-------------|----------|

|  |  |  |
|--|--|--|
| <p>3 séances collectives (une initiale, une intermédiaire et une finale) et des séances individuelles complémentaires (dont le nombre est défini dans l'offre du titulaire) favorisant la participation des PTCE de toutes les régions</p> | <p><b>Document de présence/d'émargement</b> des représentants de PTCE pour <u>chaque séance individuelle et collective</u></p> <p><b>Compte-rendu</b> de <u>chaque séance collective</u>, comprenant des recommandations</p>   | <p>Pour les documents d'émargements, et les comptes rendus : <b>après chaque session concernée, dans un délai d'un mois.</b></p> |
|  | <p><b>Rapport de synthèse final</b> : présentant les étapes de calendrier, les différents outils mobilisés lors des sessions individuelles, le tableau de suivi des PTCE accompagnés, les objectifs et impacts obtenus. Ce dernier devra également comporter des recommandations plus larges, applicables à d'autres PTCE extérieurs à la cohorte.</p> | <p>Pour le rapport de synthèse final : <b>un mois avant la fin du marché.</b></p>  |
| <p>Mesure du taux de satisfaction des PTCE accompagnés</p>   | <p><b>Enquête de satisfaction</b> des PTCE accompagnés</p>   | <p><b>Tous les 6 mois</b>, à compter de la date de début du marché</p>   |
| <p>Valorisation des travaux et PTCE accompagnés</p>  | <p><b>Documents divers de valorisation</b> (rapport, fiches de capitalisation de projets, de retour d'expérience, témoignage...)</p>   | <p><b>Tous les 3 mois</b>, à compter de la date de début du marché</p>   |

#### Article 4. Clause environnementale

- Supports des livrables et allègement des flux numériques

Toute correspondance entre le titulaire et l'administration se fera sous forme dématérialisée sous format PDF.

Les livrables seront également rendus en format dématérialisé. Les documents sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mis en place par le titulaire, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.

- Communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé du titulaire

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé. Page 18 sur 23 La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial. »

## **Article 5. Suivi et contrôle de l'exécution du marché**

Le pôle responsable du suivi du présent marché pour la Direction générale du Trésor est le bureau du BESSII. Il sera, le cas échéant, le point de contact du prestataire dans ses relations avec les autres administrations.

Après la notification du marché, l'Administration communique au Titulaire les noms, coordonnées, notamment électroniques, et fonctions de ses représentants, ainsi que leurs attributions.

Le chef d'équipe, responsable administratif et technique, est le point de contact de l'acheteur. Il est également le contrôleur qualité des livrables. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Les prestations sont vérifiées par les services de la Direction générale du Trésor au fur et à mesure de la fourniture par le titulaire des livrables mentionnés à l'article 3 du présent cahier des clauses particulières.

## **TITRE II - CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **Article 6. Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'État, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique,  
Représenté par le Directeur général du Trésor,  
139, rue de Bercy,  
75572 Paris Cedex 12,  
Et désigné dans ce qui suit par le terme "**l'Administration**".

### **Article 7. Forme du marché**

Le présent marché est un marché forfaitaire, passé selon la procédure adaptée prévue aux articles L. 2123-1 et aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.  
Ce marché est alloté comme suit :

- Lot 1 : Suivi technique et hybride des PTCE à la structuration de projets de recherche et développement favorisant l'innovation sociale et la coopération territoriale en mobilisant une expertise dans le champ de l'innovation sociale
- Lot 2 : Suivi technique et hybride des Pôles Territoriaux de Coopération Économique (PTCE) à la mobilisation de financements publics et privés intégrant les dynamiques d'innovation sociale et de coopération territoriale
- Lot 3 : Suivi technique et soutien sur-mesure à l'ancrage et au développement économique des PTCE afin de consolider un modèle économique robuste, stable et pérenne

### **Article 8. Durée**

Chaque lot prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 12 mois  
Les lots ne sont pas reconductibles.

### **Article 9. Prix**

Le marché est conclu à prix forfaitaire non révisable. Il comprend le prix de cession des droits de propriété intellectuelle sur les livrables du marché, ainsi que tous les frais relatifs à l'organisation et la réalisation des sessions (déplacements, location de locaux, etc.)

Ce prix forfaitaire, défini par le titulaire dans son offre, est décomposé dans une annexe financière.

Les prix sont formulés hors taxe (HT), et toutes taxes comprises (TTC), la TVA étant applicable.

### **Article 10. Lieu d'exécution du marché**

Les prestations sont exécutées en France métropolitaine et dans les locaux du titulaire, ou tout locaux pouvant convenir au rassemblement d'une cohorte de PTCE. Pour des logiques d'équité et de continuité territoriale, un dispositif de visioconférence devra être prévu pour les PTCE ne pouvant pas se déplacer (notamment les PTCE ultramarins).

## **Article 11. Pièces constitutives du marché**

Les pièces constitutives du marché sont, pour chaque lot :

- le formulaire ATTR11 (Acte d'engagement) et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (document téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>) ;
- le dossier technique remis par le titulaire dans son offre.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du présent accord-cadre, ces pièces prévalent, sauf cas d'erreur manifeste, dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **Article 12. Modalités de facturation et paiement**

### **12.1 Avances**

Sauf renonciation expresse du titulaire, une avance est accordée au titulaire du marché, dans les conditions et conformément aux dispositions de l'art R. 2191-3 et R. 2197-7 du code de la commande publique lorsque les conditions sont réunies.

Le montant de l'avance est fixé à 30%.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire dans les conditions prévues à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

### **12.2 Facturation**

Les paiements interviennent tous les 4 mois après :

- 1/ remise des livrables (dont documents d'émargement relatifs aux sessions) relatifs aux prestations réalisées durant cette période,
- 2/ certification du service fait et
- 3/ présentation de la facture, conformément aux montants de l'annexe financière ;

Les factures originales comportent, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier ;
- la référence du marché (numéro d'Engagement juridique à 10 chiffres) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du créancier tel qu'il est précisé sur le RIB annexé au contrat ;
- les prestations faisant l'objet de la facture ;
- le montant hors TVA de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC de la prestation ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures sont obligatoirement transmises par voie électronique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et de son décret d'application n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.



**Vous devrez vous inscrire sur le portail : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr> .**

Ensuite, vous pourrez :

- soit saisir directement votre facture, auquel cas vous devez avoir le numéro du bon de commande ou du marché (numéro d'Engagement juridique à 10 chiffres porté sur le bon de commande) et du code service exécutant : « FAC9470075 » ;
- soit déposer votre facture au format PDF sur le portail.

### **Article 13. Délai global de paiement**

L'Administration se libère des montants dus au titre du présent marché après vérification et admission des prestations, par virement au compte bancaire du titulaire.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article L. 2192-10 du code de la commande publique).

Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. Il peut être suspendu dans les conditions prévues aux articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le présent marché fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire (ou du sous-traitant payé directement) et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article 2192-31 du code et suivants).

### **Article 14. Pénalités de retard**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En dérogation des dispositions de l'article 14 du CCAG-PI 2021, en cas de non-respect des délais prévus, des pénalités de retard seront décomptées par le maître d'ouvrage selon la formule ci-dessous, dans le respect du plafond du CCAG :

$$P = (V * R) / 1000$$

Où :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours (calendaires) de retard.

### **Article 15. Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché lorsque le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2195-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur peut, à tout moment, prononcer la résiliation du contrat dans les conditions prévues dans le chapitre 7 du CCAG PI.

### **Article 16. Obligations du titulaire**

### 16.1 Devoir de discrétion et de confidentialité

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire est soumis au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions qui lui sont confiées sur le fondement du présent contrat.

Y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au Titulaire dans l'exercice de sa mission ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres du cabinet ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord exprès de l'Administration. Dans les mêmes conditions, le Titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite.

Y compris après l'expiration du contrat, le Titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse de l'Administration.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte.

Tout manquement à ces obligations entraînerait la résiliation immédiate du marché sans préavis ni indemnité et des poursuites judiciaires à l'encontre du Titulaire et de ses représentants.

### 16.2 Conflit d'intérêts

Le Titulaire est tenu par le respect des règles déontologiques applicables à la profession qu'il exerce.

Le Titulaire veille à ce que son indépendance ne soit pas compromise par un conflit d'intérêts, une relation d'affaires ou une relation directe ou indirecte, existante ou potentielle, entre ses associés, salariés, etc., et une tierce personne qui serait en mesure d'influer directement ou indirectement sur la mission qui lui a été confiée.

A cet égard, le Titulaire informe la DG Trésor de tout conflit d'intérêt potentiel, afin que des mesures préventives adéquates puissent être adoptées.

En cas de non-respect de cet engagement le marché sera résilié dans les conditions prévues à [l'article 16](#) du présent CCP.

### 16.3 Remplacement

Dans le cas d'une récusation par l'Administration de personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations, le Titulaire doit désigner un remplaçant de qualification au moins équivalente, dans un délai de deux (2) semaines.

Dans le cas d'une impossibilité d'une personne affectée à la réalisation des prestations (licenciement, démission ou autre empêchement, provisoire ou définitif), le Titulaire doit en informer immédiatement l'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Titulaire est alors tenu au remplacement de cette personne dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception de l'avis par l'Administration, par une personne de qualification au moins équivalente, sans incidence financière.

En cas de non-remplacement dans les conditions ci-dessus, l'Administration se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire.

## 16.4 Assurances

Le Titulaire déclare avoir souscrit toutes les assurances nécessaires pour garantir les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, pourrait causer au cours de la réalisation du présent marché.

A la demande de la personne publique, le Titulaire sera tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité.

Si le Titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il sera tenu de dédommager la personne publique ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auraient pu survenir.

## 16.5 Protection des données personnelles

Depuis l'entrée en vigueur, le 25 mai 2018, du règlement général sur la protection des données, dit « RGPD » (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), les acheteurs et les titulaires sont considérés comme responsables du traitement au sens du texte européen.

Ce document européen, adopté dans le but de protéger les données à caractère personnel des personnes physiques, impacte la commande publique dès lors que le titulaire d'un contrat est amené à manipuler des informations sensibles issues des agents du pouvoir adjudicateur, des usagers du service public ou des citoyens. A ce titre, le Titulaire devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour respecter ses obligations de responsable de traitement, le cas échéant.

([https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/rgpd-guide\\_sous-traitant-cnil.pdf](https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/rgpd-guide_sous-traitant-cnil.pdf))

Protection des données à caractère personnel dans le cadre du présent marché

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les titulaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

**Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :**

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique,  
Représenté par le Directeur général du Trésor  
139, rue de Bercy 75572 Paris Cedex 12

**Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :**

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique  
Représenté par le Directeur général du Trésor

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.f

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de l'exécution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, du ministère en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## **Article 17. Sous-traitance**

La sous-traitance est autorisée pour ce marché. Le titulaire du marché demeure toutefois personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de ce marché. Par ailleurs, le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent dûment complété et signé.

Le sous-traitant doit satisfaire, de la même manière que le titulaire, à l'ensemble des conditions fixées dans le cahier des clauses techniques.

## **Article 18. Propriété intellectuelle des résultats**

Par dérogations aux dispositions de l'article 37 CCAG-PI 2021, le Titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits afférents aux résultats permettant à la Personne Publique de les exploiter librement pour les destinations précisées ci-dessous.

- Concernant l'objet du marché

La cession des droits de propriété porte sur les livrables suivants : Tous les livrables produits dans le cadre des présents marchés

Les droits acquis comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution en tout ou en partie, en l'état pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent marché. Sont exclus du transfert de propriété les droits d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues.

- Concernant le territoire

La cession est consentie pour tous pays.

- Concernant la durée de la cession

Les droits sont cédés pour la durée suivante : 15 ans, à partir de la date de réception du livrable objet des droits cédés.

- Concernant le prix de cession

Comme rappelé à l'[article 10](#) du présent CCP, le prix de cession des droits est réputé inclus dans le prix des prestations.

## **Article 19. Clause spécifique concernant le personnel du titulaire et de l'administration**

### **19.1. Statut**

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier. En conséquence, tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

### **19.2. Remplacement**

Le titulaire doit informer immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception l'Administration de l'impossibilité d'une personne affectée à la réalisation des prestations. Le titulaire est tenu au remplacement de cette personne dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception de l'avis par l'Administration par une personne de qualification équivalente, sans incidence financière pour l'Administration. En cas de non-remplacement dans les conditions ci-dessus, l'Administration se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire.

## **Article 20. Règlement des litiges**

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché est celle définie par l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Paris sis 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04.

La survenance d'un litige entre les parties ne dispense pas le Titulaire d'exécuter les prestations commandées dans le respect du présent contrat, ni ne l'autorise à interrompre ou suspendre son exécution ou à en modifier les termes.